

La protection sociale non contributive examinée sous l'angle de l'enfance et de l'équité au Koweït¹

Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive (IPC-IG)

Voisin de l'Irak, de l'Iran et de l'Arabie saoudite, le Koweït est un pays pétrolier du Moyen-Orient. Sa situation stratégique et ses abondantes réserves de pétrole en font l'un des pays du Golfe aux revenus les plus élevés. En 2016, sa population a été estimée à 4 052 000 habitants, dont 316 000 et 988 000 étaient respectivement âgés de moins de 5 et de 18 ans. Sa population se compose d'environ un tiers de ressortissants koweïtiens et de deux tiers d'expatriés et de travailleurs migrants. Si les estimations de la pauvreté ne sont pas accessibles au public, le Koweït enregistrait en 2015 un indice de développement humain « très élevé », supérieur à la moyenne régionale (0,800 contre 0,704), arrivant ainsi à la 51^e place sur 188 pays à l'échelle mondiale.

Comme d'autres pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (région MENA, de l'anglais *Middle East and North Africa*), le Koweït alloue une grande partie de son budget à des subventions universelles aux combustibles, aux produits alimentaires, au logement, à l'électricité, à l'eau et aux télécommunications. En 2016, les subventions énergétiques représentaient environ 7 pour cent du produit intérieur brut (PIB). Lancé en 1954 et amendé en 1994, le programme d'aide au logement (*Housing welfare programme*) figure parmi les plus anciens programmes du pays. Il verse des allocations de logement aux familles qui souhaitent faire construire leur maison ou attendent leur permis de construire. La priorité est accordée aux familles de martyres, de prisonniers et d'orphelins mineurs, ainsi qu'aux ménages comprenant des membres handicapés. En 2009, ce programme a couvert environ 40 pour cent des familles koweïtiennes (93 040 ménages). Les dépenses qu'il a consacrées jusqu'à juin 2010 à des projets de construction de logements ont été estimées à 2,3 milliards de dinars koweïtiens.

Destiné à encourager la scolarisation et à améliorer l'état nutritionnel des enfants, le programme d'alimentation scolaire a servi en 2011 des repas à environ 136 000 enfants scolarisés. En matière de transferts monétaires non conditionnels (TMNC), l'Autorité publique pour les personnes handicapées (*Authority of the Disabled*) verse des allocations aux personnes en mesure de produire un certificat médical attestant d'un handicap physique. Le Programme d'assistance générale (*General Assistance Programme*) accorde en outre des prestations monétaires mensuelles aux femmes célibataires, veuves ou abandonnées avec des enfants en âge d'être scolarisés, mais aussi aux orphelins, aux personnes âgées et aux familles dont le principal soutien souffre d'une maladie chronique, ainsi qu'aux ménages dont le chef est incarcéré et aux femmes koweïtiennes mariées à des expatriées et incapables de subvenir à leurs propres besoins essentiels.

L'un des principaux programmes de protection sociale non contributive dont s'est doté le Koweït est le Fonds de la *Zakat* (*Zakat Fund*), administré par la Maison de la *Zakat* (*Zakat House*). Ce programme fournit des TMNC et une assistance en nature aux groupes vulnérables, comme les femmes divorcées ou veuves, les orphelins, les personnes âgées ou endettées, les familles dont le principal soutien souffre d'une maladie chronique, les familles à faibles revenus, les écoliers et les étudiants en université ou à l'étranger. Ce programme repose sur différentes composantes : prêts



sans intérêt, assistance sociale (transferts monétaires ou en nature, notamment sous forme de produits alimentaires, de vêtements ou de matériel médical), construction de mosquées, d'écoles, d'hôpitaux, de centres d'accueil pour les pauvres ou d'orphelinats, aide d'urgence ciblant des pays musulmans victimes de conflits ou de catastrophes naturelles, comme la Syrie et la Somalie, etc.

Dans l'ensemble, de nombreux programmes koweïtiens ciblent expressément les enfants ou se caractérisent par une conception axée sur l'enfance. Le manque de données limite toutefois la capacité à évaluer l'efficacité de ces programmes et leur impact sur le bien-être des enfants.

Note :

1. Le présent *One Pager* découle d'une étude complète menée en partenariat entre l'IPC-IG et Bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Toutes les références des données sont intégralement fournies dans le rapport complet correspondant :

Machado, A. C., C. Bilo, R. G. Osorio, et F.V. Soares. 2018. *Overview of Non-contributory Social Protection Programmes in the Middle East and North Africa (MENA) Region through a Child and Equity Lens*. Brasília et Amman : Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive et Bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord : <<https://goo.gl/QfmKwK>>.